



**Assemblée générale**

Distr.  
LIMITÉE

A/CN.4/L.712  
3 août 2007

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS/FRANÇAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL  
Cinquante-neuvième session  
Genève, 7 mai-8 juin et 9 juillet-10 août 2007

**PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL  
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-NEUVIÈME SESSION**

**Rapporteur: M. Ernest PETRIČ**

**CHAPITRE III**

**POINTS SUR LESQUELS DES OBSERVATIONS SERAIENT PARTICULIÈREMENT  
INTÉRESSANTES POUR LA COMMISSION**

**TABLE DES MATIÈRES**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
A. Réserves aux traités.....	1	3
B. Ressources naturelles partagées .....	4	
C. Expulsion des étrangers.....	5	6
D. Responsabilité des organisations internationales.....	7	8
E. L'obligation d'extrader ou de poursuivre ( <i>aut dedere aut judicare</i> ) .....	9	11

### **A. Réserves aux traités**

1. Le Rapporteur spécial sur les réserves aux traités se propose de terminer l'an prochain la présentation des problèmes posés par la non-validité des réserves. Dans cette perspective, la Commission pense qu'il serait utile que les États veuillent bien répondre aux questions suivantes:

a) Quelles conséquences les États tirent-ils de la constatation de la non-validité d'une réserve pour l'une des raisons énumérées à l'article 19 des Conventions de Vienne de 1969 et de 1986? Considèrent-ils que, dans une telle hypothèse, l'État auteur de la réserve demeure lié par le traité sans pouvoir invoquer le bénéfice de la réserve? Ou, au contraire, que le consentement de l'État réservataire est vicié et qu'il ne peut être considéré comme lié par le traité? Ou se rallient-ils à une solution intermédiaire et, dans l'affirmative, laquelle?

b) Les réponses aux questions précédentes sont-elles liées à une position de principe ou relèvent-elles de considérations pragmatiques? Varient-elles (ou devraient-elles varier) selon que l'État a, ou non, formulé une objection à la réserve en question?

c) Les réponses aux deux séries de questions précédentes varient-elles (ou devraient-elles varier) selon le type de traité en cause (synallagmatique ou normatif; de droits de l'homme; relatif à la protection de l'environnement; de codification; etc.)?

d) Plus précisément, dans la pratique étatique, on rencontre des objections qui entendent produire des effets différents de ceux prévus par l'article 21, paragraphe 3 (objection à effet minimum) et par l'article 20, paragraphe 4 b) (effet maximum) des Conventions de Vienne, soit que l'auteur de l'objection souhaite exclure de ses relations conventionnelles avec l'auteur de la réserve des dispositions qui ne sont pas visées par la réserve (effet intermédiaire), soit qu'il entende priver la réserve de tout effet et considère l'État réservataire comme étant lié par le traité dans son ensemble sans que la réserve déploie ses effets (effet «supermaximum»).

La Commission souhaite connaître le point de vue des États sur ces pratiques (quelle que soit leur propre pratique).

2. La Commission tient à préciser qu'elle est consciente de la relative complexité des questions ci-dessus – qui portent sur des problèmes eux-mêmes fort complexes et prennent en considération une pratique polymorphe. Elle suggère que les réponses à ces questions pourraient

être adressées par écrit au Rapporteur spécial par l'intermédiaire du Secrétariat. Il serait particulièrement utile que les réponses soient accompagnées d'une description, aussi précise que possible, de la pratique suivie par leurs auteurs.

3. La Commission a noté que la pratique des objections aux réserves était, pour l'essentiel, le fait d'un nombre relativement restreint d'États. Elle croit devoir préciser qu'il lui serait particulièrement utile que des États qui ne participent pas à cette pratique veuillent bien lui faire connaître leurs vues sur ces questions, qui sont au cœur du sujet des «Réserves aux traités».

### **B. Ressources naturelles partagées**

4. La Commission se propose d'étudier les questions relatives au pétrole et au gaz dans le cadre du sujet «Ressources naturelles partagées». À cet effet, il lui serait utile de disposer d'informations relatives à la pratique étatique pertinente, concernant en particulier les traités ou d'autres arrangements existant sur le sujet.

### **C. Expulsion des étrangers**

5. La Commission accueillerait avec intérêt toute information concernant la pratique des États sur le sujet, y compris la législation interne. En particulier, elle souhaiterait recevoir des informations et observations sur les points suivants:

a) La pratique des États relativement à la question de l'expulsion des nationaux. Celle-ci est-elle permise par les législations nationales? Est-elle envisageable au regard du droit international?

b) La manière dont sont traitées, du point de vue du régime de l'expulsion, les personnes possédant deux ou plusieurs nationalités. Ces personnes peuvent-elles être considérées comme des étrangers relativement à l'expulsion?

c) La question de la déchéance de nationalité en tant qu'éventuel préalable à l'expulsion d'une personne. Cette mesure est-elle permise par les législations nationales? Est-elle envisageable au regard du droit international?

d) La question de l'expulsion collective des étrangers ressortissants d'un État engagé dans un conflit armé avec l'État d'accueil. Dans ce contexte, convient-il de distinguer entre les étrangers vivant paisiblement dans l'État d'accueil et ceux engagés dans des activités hostiles à celui-ci?

e) La question de l'existence d'un droit de retour au bénéfice d'un étranger ayant dû quitter le territoire d'un État en vertu d'une mesure d'expulsion qui serait ensuite jugée irrégulière par une autorité compétente;

f) Les critères permettant de différencier l'expulsion d'un étranger de la problématique de la non-admission; en particulier, la question de savoir à partir de quand l'éloignement d'un immigrant illégal est soumis à la procédure d'expulsion et non pas à celle de non-admission;

g) La situation juridique des immigrants illégaux se trouvant dans la mer territoriale ou dans les eaux intérieures, ou dans la zone frontalière hormis les zones portuaires ou aéroportuaires. En particulier, existe-t-il, à part les zones portuaires ou aéroportuaires, une zone internationale à l'intérieur de laquelle l'étranger serait considéré comme n'ayant pas encore pénétré dans le territoire de l'État? Dans l'affirmative, comment déterminer l'étendue et la largeur de cette zone?

h) La pratique des États relativement aux motifs d'expulsion, ainsi que la question de savoir si et, le cas échéant, dans quelle mesure le droit international limite ces motifs.

6. La Commission a également approuvé la recommandation du Rapporteur spécial tendant à ce que le Secrétariat prenne contact avec des organisations internationales pertinentes, afin d'obtenir des éléments d'information et leurs vues sur certains aspects du sujet.

#### **D. Responsabilité des organisations internationales**

7. La Commission prendrait connaissance avec intérêt des commentaires et observations des gouvernements et des organisations internationales sur les projets d'articles 31 à 45, en particulier sur le projet d'article 43 relatif au devoir incombant aux membres de l'organisation internationale responsable de prendre, conformément aux règles de l'organisation, toutes les mesures appropriées pour lui donner les moyens de s'acquitter effectivement de son obligation de fournir réparation.

8. La Commission accueillerait aussi avec intérêt les points de vue des gouvernements et des organisations internationales sur les deux questions suivantes qui devraient être traitées dans le prochain rapport:

a) L'article 48 du texte sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite prévoit que, dans le cas où l'obligation violée par un État est due à la communauté internationale dans son ensemble, les États sont en droit d'exiger de l'État responsable la cessation du fait internationalement illicite et l'exécution de l'obligation de réparation dans l'intérêt de l'État lésé ou des bénéficiaires de l'obligation violée. Si une violation d'une obligation due à la communauté internationale dans son ensemble était commise par une organisation internationale, les autres organisations ou certaines d'entre elles seraient-elles en droit de formuler une exigence similaire?

b) Si l'organisation internationale lésée entend recourir à des contre-mesures, sera-t-elle soumise à d'autres restrictions que celles énumérées dans les articles 49 à 53 des articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite?

#### **E. L'obligation d'extrader ou de poursuivre (*aut dedere aut judicare*)**

9. La Commission accueillerait avec intérêt toutes informations que les gouvernements pourraient souhaiter lui communiquer quant à leur législation et à leur pratique concernant ce sujet, notamment les plus récentes. Ces informations devraient si possible porter sur:

a) Les traités internationaux liant un État et contenant le principe de compétence universelle en matière pénale; celui-ci est-il lié à l'obligation *aut dedere aut judicare*?

b) Les règles juridiques internes adoptées et appliquées par un État, y compris les dispositions constitutionnelles et les codes pénaux ou codes de procédure pénale, concernant le principe de compétence universelle en matière pénale; celui-ci est-il lié à l'obligation *aut dedere aut judicare*?

c) La pratique judiciaire d'un État reflétant l'application du principe de compétence universelle en matière pénale; celui-ci est-il lié à l'obligation *aut dedere aut judicare*?

d) Les crimes ou infractions auxquels s'applique le principe de compétence universelle en matière pénale dans la législation et la pratique d'un État; ce principe est-il lié à l'obligation *aut dedere aut judicare*?

10. La Commission souhaiterait également recevoir des informations sur les points ci-après:

a) Êtes-vous autorisé par votre droit interne à extraditer des personnes dans des cas non couverts par un traité ou d'extrader des personnes de votre propre nationalité?

b) Êtes-vous autorisé à faire valoir votre compétence à l'égard de crimes commis dans d'autres États qui ne mettent pas en cause un de vos ressortissants?

11. La Commission accueillerait aussi avec intérêt toute autre information que les gouvernements pourraient considérer comme pertinente pour le sujet.

-----